



PRÉFET DE L'OISE

Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement
Hauts-de-France

Unité Départementale de l'Oise
283 rue de Clermont – ZA la Vatine
60000 BEAUVAIS

Beauvais, le **22 MAI 2019**

Équipe 3

Affaire suivie par : Nathalie ESTKOWSKI-CHAZOTTES
nathalie.estkowski-chazottes@developpement-durable.gouv.fr

Tél : 03 44 10 54 05 - Fax : 03 44 10 54 01

IC-R/0085/19-NEC/SF

RAPPORT DE VISITE

ÉTABLISSEMENT

Nom de l'entreprise : Friche industrielle d'Attichy

Adresse : Lieu-dit les Surcens - Avenue du 170^e Régiment d'Infanterie 60350 ATTICHY

DREAL : Nathalie ESTKOWSKI et Isabelle MODESTE
Mme GUINODEAU : collaboratrice de Me HAZANE, liquidateur agissant pour le compte de la SCI D'AINEAU, propriétaire du foncier
M. le Sous-Préfet de Compiègne : G. CHATEL
M. VATCHADZE : attaché parlementaire de Pierre VATIN
M. BRAILLY : président communauté de communes
M. CORMONT : vice-président communauté de communes

Personnes rencontrées : M. MOISY : DGS de la communauté de communes Lisières de l'Oise (CCLO)
Gendarmerie : Major CARON (brigade de Choisy-au-Bac), CNE FAVA (cdt COB de Choisy), Cne HANNARD (compagnie de Compiègne), ADC LACROIX (poste à cheval de Compiègne)
Pompiers : Col LANQUEPIN (chef du groupement territorial), Lt FOSSET (brigade d'Attichy), Adc DELPLANQUE (brigade d'Attichy),
Mairie d'Attichy : M. FAVROLE (maire), C. BETRIX (première adjointe)
Mairie de Jaulzy : M. TERRADE (maire), M. LOUBES (maire adjoint)

Type d'établissement : Sites et sols pollués – identifiant SIS n°60SIS06512

N° S3IC : / 038 . 01927

VISITE

Date d'inspection : 22/03/19 et 10/04/2019

Type d'inspection : ☐ Renforcée ☒ Approfondie ☐ Courante

Inspecteurs : Nathalie ESTKOWSKI-CHAZOTTES et Isabelle MODESTE

Objet de la visite : Suite incendie du 19 mars 2019

SUITES DE LA VISITE

☐ Lettre de suites ☐ Mise en demeure ☐ Suites administratives ☐ Suites pénales

Sommaire

Annexes

1. Objet de la visite d'inspection
2. Présentation de l'établissement
3. Résultats de la visite d'inspection
4. Analyse de la situation réglementaire
5. Conclusion et suites

1. Plan de masse et plan cadastral du site
2. Image satellite
3. Copie de la lettre de suite envoyée à l'ADEME
4. Copie de la lettre de suite envoyée aux maires des communes de Jaulzy et Attichy
5. Planche photographique

I. Objet de la visite d'inspection

Un incendie s'est produit le 19 mars 2019, en fin d'après-midi, sur un ancien site industriel situé avenue du 170 RI, sur les communes d'Attichy et de Jaulzy.

Le 22 mars 2019, l'inspection des installations classées s'est rendue sur place, accompagnée des représentants des collectivités territoriales concernées, des sapeurs-pompiers et de la gendarmerie afin de procéder aux premières constatations en matière de possibles atteintes à l'environnement.

II. Présentation du site

II.1 - Situation géographique et description

D'après le rapport d'expertise établi par CI-B Valuation le 26 décembre 2017, il s'agit d'un ensemble à usage d'activité qui se ventile de la façon suivante : (cf. plan de masse en annexe 1)

- 12 locaux d'activité à ossature et maçonnerie traditionnelle en brique sous enduit et structure métallique avec toiture en fibrociment
- 1 maison d'habitation
- 1 cheminée
- 1 poste électrique
- plusieurs cuves (dont anciennes cuves de mélasse)
- des terrains comprenant des aires de stationnement et de retournement.

<u>Numéro de bâtiment</u>	<u>Désignation</u>	<u>Surface utile</u>
1 ou A	Entrepôt	4000 m ²
2 ou B	Entrepôt	2500 m ²
3	Sanitaires	130 m ²
4	Entrepôt	1900 m ²
6	Atelier	10 m ²
7	Réserve	140 m ²
8	Entrepôt	2200 m ²
9	Entrepôt	50 m ²
11	Bureaux	425 m ²
12	Atelier	30 m ²
13	Habitation	690 m ²
5	Cheminée	10 m ²
10	Poste électrique	30 m ²
	Cuves x 4	280 m ²

La superficie totale du terrain est de 156 772 m² dont 12 880 m² couverts.

L'environnement proche du site est constitué de zones agricoles, boisées et de la rivière Aisne qui borde le Nord du site (cf. image satellite en annexe 2).

II.2 - Urbanisme

Le site se situe sur les communes d'Attichy et de Jaulzy : (cf. plan cadastral en annexe 1)

- parcelles n°153, 155 à 159 section D de la commune d'Attichy
- parcelles 88, 89, 90, 103, 107 à 109, 112, 113, 1148, 1149 de la section A et 8 de la section Z de la commune de Jaulzy.

Sur la commune d'Attichy, les parcelles sont situées en zone UL, zone destinée aux équipements et installations sportives, de loisirs et de détente, ainsi qu'aux équipements liés aux activités socio-culturelles et au tourisme, en secteur ULr1 qui concerne des terrains soumis aux risques naturels prévisibles et d'inondations.

Sur la commune de Jaulzy, les parcelles A 107, A 108, A 112, A 113, A 88 et A 90 sont en zone UI.

La parcelle A 89 est en zone A. La parcelle ZD 8 est en zone UI et A. Les parcelles A 103, A 1148 et A-1149 sont en zone N.

Soit :

- 97 783 m² de terrain en zone UI,
- 37 300 m² de terrain en zone Z,
- 21 689 m² de terrain en zone N.

II.3 - Historique

Le site, aussi appelé site « ROUSSELOT », est une friche industrielle de plus d'1,5 ha qui a hébergé différentes entreprises de 1922 à 2017.

En 1922, une usine de produits chimiques, spécialisée dans la fabrication de noir animal / colles de gélatine (colle d'origine animale utilisée dans le travail du bois, matière riche en carbone obtenue par la calcination à l'abri de l'air des os dans un creuset), y est implantée et exploitée par la Société des Colles et Gélatines Françaises, devenue successivement la Compagnie des Gélatines Françaises, puis Rousselot S.A.

En 1976, le site est reconverti en entrepôt commercial et est exploité par la Société des Transports ROYENS jusqu'en 1989.

Puis de 1989 à 1996, la société ROQUETTE y stocke de sacs de fécule de pomme de terre.

À partir de 1996, les différents bâtiments du site sont loués à :

- la société M.D.C.M : location d'un atelier de 420 m² et d'un bureau de 40 m² de 2002 à 2013
- la société A.R.N : jusqu'en 2013
- la société DS SMITH PACKAGING : jusqu'en 2013
- la société Cartonnages Vaillant : période inconnue à ce jour mais de façon certaine sur l'année 2007
- la société TONNERRE Mobilier : jusqu'en 2013
- la société A.N.G. Sérigraphie : période inconnue à ce jour
- la société Stockage et Manutention Terrestre et Fluviale : de 2004 à 2013 (stockage de big bags de zinc et de bore, dépôt de liquides inflammables, station de transit de déchets industriels).

Question à poser lors de l'audition de la liquidatrice judiciaire de la SCI d'Aineau dans les locaux de la gendarmerie de Compiègne :

- Préciser quel(s) locataire(s), sur quelle(s) périodes et l'activité principale exercée sur le site d'Attichy ?

II.4 - Situation juridique

Les terrains appartiennent à la SCI D'AINEAU, n° SIREN : 352 156 772.

Questions à poser lors de l'audition de la liquidatrice judiciaire de la SCI d'Aineau dans les locaux de la gendarmerie de Compiègne :

- Depuis quelle année la SCI d'Aineau est-elle propriétaire du site sis avenue du 170 RI ?
- Qui étaient les propriétaires précédents ?
- Préciser les périodes de location des bâtiments, à quelles entreprises et quelles parties du site.

Cette société civile immobilière a été constituée le 06 octobre 1989 et était spécialisée dans le secteur d'activité de la location de logements. Elle a été immatriculée au RCS de Compiègne le 19 février 1999.

M. Eric CHOLLEY en a été le gérant du 19 janvier 2005 au 14 octobre 2011.

Question à poser lors de l'audition de la liquidatrice judiciaire de la SCI d'Aineau dans les locaux de la gendarmerie de Compiègne :

- Qui était le gérant avant 2005 ?

Suite au décès de M. Eric CHOLLEY le 6 août 2011, Mmes Camille et Philippine CHOLLEY (ses filles) ont été nommées co-gérantes à compter du 26 octobre 2011.

Par jugement en date du 17 mars 2017, le Tribunal de Grande Instance de Compiègne a prononcé la liquidation judiciaire de S.C.I. D'AINEAU et a nommé Madame Vanessa EL KHOURY, Juge, en qualité de juge-commissaire et Maître Denis HAZANE en qualité de liquidateur judiciaire (24, rue Notre-Dame de Bon Secours, 60200 Compiègne).

Le 23 janvier 2019, une ordonnance du TGI de Compiègne a autorisé la vente aux enchères du site (foncier, bâti et non-bâti). Le prix a été estimé à 1,2 millions d'euros (pas de vente en dessous de 600 000 euros).

II.5 - Les différents exploitants connus

Société de Stockage et Manutentions Terrestres et Fluviales (S.M.T.F)

Cette SARL évoluait dans le secteur d'activité de l'entreposage et des services auxiliaires des transports et était notamment spécialisée dans la manutention non portuaire.

La société a été immatriculée au RCS le 9 décembre 1989 (n° SIREN : 352 815 807).

Le 14 juin 2002, la société a été placée en redressement judiciaire.

Le 25 avril 2003, un plan de continuation a été acté dans le cadre de la procédure de redressement.

Le 08 décembre 2004, la société est placée en liquidation judiciaire. Le liquidateur et représentant des créanciers est la SCP LEBLANC-LEHERICY-HERBAUT en la personne de Me LEBLANC (12 Boulevard Victor Hugo 60 200 Compiègne).

Le 14 décembre 2004, M. Eric CHOLLEY devient gérant de la SARL SMTF jusqu'au 6 août 2011.

Question à poser lors de l'audition de la liquidatrice judiciaire de la SCI d'Aineau dans les locaux de la gendarmerie de Compiègne :

- Qui a été le gérant de 2011 à 2013 ?

Situation au regard du code de l'environnement

La société SMTF a déclaré l'exploitation d'un entrepôt sur la commune d'Attichy le 4 décembre 2003, au titre des rubriques ICPE suivantes :

- 1510-2 : entrepôts couverts ;
- 1530-2 : dépôt de bois, papier, carton.

En 2004, le site sert de stockage de féculs de pommes de terre, de protéines et de produits conditionnés en big-bags ou sacs pour ventes en grandes surfaces.

Le 16 août 2004 : une fuite a lieu sur une vanne de sectionnement associée à une cuve de mélasse de 1300 tonnes. 90 tonnes de substances polluent l'Aisne et la faune aquatique est mortellement atteinte (perte d'environ une tonne de poissons). Les pompiers colmatent le point de rejet dans l'Aisne avec un ballon de baudruche. L'inspection des installations classées constate sur site que des camions-citernes pompent le contenu de la cuve (non équipée de rétention) dans quatre autres cuves (dont deux non équipées de rétention). Le réseau pluvial et le bassin de décantation des eaux pluviales sont pollués par de la vinasse de betterave. Ces eaux sont envoyées dans une fosse étanche avant élimination. Cette élimination ne sera jamais réalisée.

Le 18 août 2004, M. le Préfet prescrit des travaux d'urgence à la société suite à cet accident (vérification de l'étanchéité des stockages de vinasse de betteraves et des organes de sectionnement associés et transmission des justificatifs de contrôle d'étanchéité au Préfet et à l'inspection des installations classées ; nettoyage du réseau d'eaux pluviales et du bassin de décantation avant rejet dans l'Aisne ; évacuation des eaux souillées dans une installation agréée et transmission à l'inspection des installations classées des bordereaux de suivis relatifs à l'élimination de ces eaux). Ces travaux ne seront pas réalisés.

Le 19 août 2004, la société est mise en demeure de régulariser la situation administrative du site au regard des activités suivantes :

- stockage de big-bags de zinc et de bore : activité soumise à autorisation,
- dépôt de liquides inflammables : activité soumise à déclaration,
- station de transit de déchets industriels : activité soumise à déclaration,

Aucun dossier de demande d'autorisation d'exploiter n'a jamais été déposé.

La société est également mise en demeure de procéder :

- au stockage, au déplacement, à la manipulation ou la mise en œuvre de produits dangereux, polluants ou de déchets, solides ou liquides, sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles et des eaux de ruissellement ;
- à la mise en place d'un registre, régulièrement tenu à jour, contenant à minima les informations suivantes : fiche d'identification des déchets (nature et risques présentés par le déchet, origine, traitement d'élimination prévu), suivi des enlèvements (date et volume de réception, date et volume enlevés, filière d'élimination, copie des bordereaux de suivi) ;
- à la mise en place d'une clôture efficace et résistante du site afin d'en interdire l'accès à toute personne étrangère à l'exploitation.

Le 05 juin 2013, la liquidation est close pour insuffisance d'actif et la société est radiée du RCS. La société n'a jamais déclaré la cessation de ses activités à M. le Préfet au regard de l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement qui impose que :

« I. Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.

II. La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :

- 1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ;*
- 2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;*
- 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;*
- 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.*

III. En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3».

Question à poser lors de l'audition de la liquidatrice judiciaire de la SCI d'Aineau dans les locaux de la gendarmerie de Compiègne :

- Quelle partie du site, quel(s) bâtiment(s) exploitait cette société ? Activité principale exercée sur le site ?

Société Maintenance Dépannage Construction Mécanique (MDCM)

Cette société était spécialisée dans le secteur d'activité de la réparation de machines et équipements mécaniques. Elle a été immatriculée au RCS de Compiègne le 10 février 1999 (SIRET n° 421 776 584 00011) puis radiée le 14 mars 2018.

La société MDCM n'a pas complètement disparu. Elle a été absorbée par la société Réparation de moteurs électriques industriels (RMEI), domiciliée au Meux.

L'établissement sis à Attichy n'était pas connue en tant qu'ICPE.

Question à poser lors de l'audition de la liquidatrice judiciaire de la SCI d'Aineau dans les locaux de la gendarmerie de Compiègne :

- Quelle partie du site, quel(s) bâtiment(s) exploitait cette société ? Sur quelle période ? Activité principale exercée sur le site ?

Société Affinage Récupération Négocier (ARN)

Cette société à responsabilité limitée a été créée le 21 avril 2010 et immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Vesoul sous le numéro SIRET 339494957. Implantée à PLANCHER BAS (70290), son activité est classée dans la catégorie Services entreprises : Fabrication et commercialisation de pièces de fonderie en aluminium, bronze, alliages légers et cuivreux, tant en France qu'à l'étranger.

L'établissement sis à Attichy n'était pas connu en tant qu'ICPE.

Question à poser lors de l'audition de la liquidatrice judiciaire de la SCI d'Aineau dans les locaux de la gendarmerie de Compiègne :

- Quelle partie du site, quel(s) bâtiment(s) exploitait cette société ? Sur quelle période ? Activité principale exercée sur le site ?

Société DS Smith Packaging

Cette SAS est spécialisée dans la fabrication d'emballages en carton ondulé. Elle a été immatriculée au RCS le 04 août 1994 sous le numéro SIRET 775 563 356 00051. Le siège est situé à Puteaux.

L'établissement sis à Attichy n'était pas connu en tant qu'ICPE.

Question à poser lors de l'audition de la liquidatrice judiciaire de la SCI d'Aineau dans les locaux de la gendarmerie de Compiègne :

- Quelle partie du site, quel(s) bâtiment(s) exploitait cette société ? Sur quelle période ? Activité principale exercée sur le site ?

Société TONNERRE Mobilier

Cette société était exploitée par M. Aurélien Tonnerre, artisan indépendant et ferronnier. Elle était spécialisée dans la conception, la fabrication et la réparation de meubles et aménagements en métal.

L'établissement sis à Attichy n'était pas connu en tant qu'ICPE.

Question à poser lors de l'audition de la liquidatrice judiciaire de la SCI d'Aineau dans les locaux de la gendarmerie de Compiègne :

- Quelle partie du site, quel(s) bâtiment(s) exploitait cette société ? Sur quelle période ? Activité principale exercée sur le site ?

Société A.N.G. Sérigraphie

Cette société à responsabilité limitée a été en activité pendant 12 ans. Établie à Saint-Crépin-aux-Bois (60170), elle était spécialisée dans le secteur d'activité de l'ennoblissement textile : tous travaux de sérigraphie, création, fabrication ventes, concessions, exploitations de logos, dessins, modèles, marques, etc. l'importation ou l'exportation de supports ou objets destinés à la sérigraphie, l'achat, la vente ou la fabrication de tous vêtements ou objets textiles et, plus généralement, toutes opérations de quelque nature qu'elles soient.

L'établissement sis à Attichy n'était pas connu en tant qu'ICPE.

Question à poser lors de l'audition de la liquidatrice judiciaire de la SCI d'Aineau dans les locaux de la gendarmerie de Compiègne :

- Quelle partie du site, quel(s) bâtiment(s) exploitait cette société ?

Mise en liquidation judiciaire le 22 septembre 2004, l'entreprise SARL A.N.G. Sérigraphie (A.N.G.) a été radiée du registre du commerce et des sociétés (RCS) de Compiègne le 6 novembre 2013 (clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif).

Société Cartonnages Vaillant

Cette SAS est une entreprise de fabrication et commerce d'emballages en carton sur mesure pour les particuliers et les professionnels, fabrication d'emballages carton, petites et moyennes séries. C'est une filiale du groupe Gondardennes.. Elle a été immatriculée au RCS le 25 juin 1973 sous le numéro SIRET 37320087200027. Le siège est situé à Lambres.

L'établissement sis à Attichy n'était pas connu en tant qu'ICPE.

Question à poser lors de l'audition de la liquidatrice judiciaire de la SCI d'Aineau dans les locaux de la gendarmerie de Compiègne :

- Quelle partie du site, quel(s) bâtiment(s) exploitait cette société ? Sur quelle période ? Activité principale exercée sur le site ?

III. Résultats de la visite d'inspection

III.1 - Contexte de la visite

Un incendie s'est produit le 19 mars 2019, en fin d'après-midi, sur un ancien site industriel situé avenue du 170 RI sur les communes d'Attichy et de Jaulzy.

Le feu a pris dans une partie de l'entrepôt référencé numéro 8 sur le plan en annexe 1, plus précisément dans une cellule de 1000 m² (cf. plan annexe 2).

Quatre jeunes mineurs ont donné l'alerte. Ils sont aussi à l'origine de l'incendie, en voulant mettre le feu à des cartons. Les flammes se sont alors propagées, embrasant le hangar.

Le 22 mars 2019, l'inspection des installations classées s'est rendue sur place, accompagnée des représentants des collectivités territoriales concernées, des sapeurs-pompiers et de la gendarmerie afin de procéder aux premières constatations en matière de possible atteinte à l'environnement.

III.2 - Constats de la visite

L'incendie n'a concerné qu'un seul bâtiment sur les 13 existants, dans lequel notamment des produits inflammables d'un volume de 2 400 litres, divers déchets stockés de manière anarchique et des bonbonnes de gaz ont été retrouvés. Aucune bouteille de gaz n'a été endommagée par le feu.

La construction étant située au bord de l'Aisne, le risque de pollution était présent. Mais les reconnaissances menées par le SDIS60 dans la rivière n'ont pas montré de traces de pollution. Un dispositif anti-pollution avait été prépositionné.

Les biens sont en très mauvais état et difficilement utilisables en l'état ; la majorité a été squattée et dégradée. Les bâtiments sont en ruine ; les toitures sont certainement amiantées.

Le site ne présente pas de clôture efficace et résistante sur toute sa périphérie.

L'inspection du site a également permis de constater, sur l'ensemble de celui-ci, la présence de différentes typologies de déchets, tels que bâches de plastique, cartons d'emballage, des centaines de flacons de pastilles d'eau de javel, des bidons de xylène, des bouteilles de gaz acétylène et propane, de multiples bidons usagés au contenu non identifiable mais avec pictogrammes de danger sur les étiquettes.

La présence de déchets semi-enfouis, au niveau des trois anciens bassins de décantation a été également constatée.

D'après la typologie de déchets retrouvés au niveau des différents bâtiments, il est possible de conclure que :

- le bâtiment n°8 a hébergé entre autre une activité de stockage divers et a également servi de garage ;
- les bâtiments principaux n°1 et 2 ont servi de stockage et ont également été occupé entre autre par un grand atelier de réparation d'avions.

IV. Analyse de la situation réglementaire

Deux problématiques environnementales concernent ce site.

1) La présence de déchets

L'inspection du site a permis de constater, sur l'ensemble de ce dernier, la présence de différentes typologies de déchets, déchets non dangereux et déchets dangereux, issues d'activités ICPE et non ICPE.

L'élimination des déchets, qui peuvent être reliés au fonctionnement ou à la cessation d'activité d'une installation classée qui a fonctionné sur le site, peut être prescrite par le préfet au dernier exploitant de l'installation classée dans le cadre de la police de ces installations. Il se trouve que la clôture de la liquidation de la société SMTF ne permet plus d'engager d'actions en ce sens.

La responsabilité du propriétaire du site pourrait être recherchée s'il est établi qu'il a fait preuve de négligence ayant favorisé l'abandon de déchets, ce qui n'est pas établi dans le cas présent.

Enfin, la responsabilité des producteurs initiaux des déchets pris en charge par la société SMTF (dans le cadre de ses activités de transit) pourrait être recherchée si leur identification était certaine, ce qui n'est pas établi ici.

Dès lors, considérant la défaillance des responsables, une intervention ADEME pourrait être demandée pour gérer les déchets dangereux issus des activités de la société SMTF.

L'élimination des déchets, qui peuvent être reliés au fonctionnement ou à la cessation d'activité non ICPE, peut être prescrite par le maire à la société mise en cause.

Un inventaire non exhaustif des déchets présents a été réalisé par l'inspection le 10 avril 2019, certains déchets semblent rattachés aux activités connues suivantes :

Déchets générés très probablement par l'activité exercée par SMTF

- Échantillons de Viprotal (≈ 40). Sur réquisition autorisée le 01 avril 2019 par le procureur de la République auprès du Tribunal de Grande Instance de Compiègne, la société Loiret et Haentjens sise à Nantes a procédé à l'analyse du contenu de certains bidons retrouvés sur le site. Ils contiennent du Viprotal ; ce produit est une vinasse dépotassifiée, coproduit de la production de levure boulangère, destiné à l'alimentation des animaux (ruminants). L'échantillon analysé tel qu'étiqueté semble être un échantillon prélevé au chargement le 15 juin 2004, a priori depuis un stockage SMTF - Attichy, avant livraison par les Transports Boirot, citerne immatriculée 4869ZS44, auprès d'un client fabricant d'aliments pour animaux.

- Machine, mélangeur peinture, bonbonnes de traitement d'eau.

- Cuves citernes remplies (5) à l'extérieur des bâtiments.

- Cubitainers en robe métallique contenant des déchets non identifiés en provenance d'un atelier (55) à l'extérieur des bâtiments

Selon un témoignage, il semblerait que des déchets aient été enfouis par la société SMTF dans la zone des anciens bassins de décantation. L'inspection est dans l'attente des résultats d'investigations menées par la gendarmerie.

Déchets générés très probablement par l'activité de sociétés locataires

- Cartons d'emballage sérigraphiés (1 palette carton Chips Vico, 1 palette carton Paic laine), bâches plastiques : DS SMITH Packaging.

- Cartons d'emballage neutres (16 lots de 25 + 4 palettes de 400) : Cartonnages Vaillant.

- Bouteilles de gaz (butane, propane), fûts de xylène (≈ 50), pneumatiques usagés, pièces métalliques de moteur, fûts de produits utilisés dans la mécanique industrielle : huile de coupe, lubrifiants, distillats de pétrole, glycérine, huiles moteur, nettoyant carrosserie (plusieurs centaines dont 11 cartons de bidons de lubrifiants synthétiques) : MDCM.

- Contenants de paillettes fluo rose : A.N.G. Sérigraphie.

- Palettes de bois (plusieurs dizaines) : ?

- Bidons de peinture et de silicone : ?

- Échantillons de pastilles de javel (8 big bags : plusieurs centaines de flacons de 150 g, contenant 40 doses chacun) : ?

2) L'existence de pollutions anciennes, connues mais insuffisamment caractérisées

La SCI d'AINEAU a fait réaliser par la société SOCOTEC le 11 février 2013 un diagnostic simplifié de l'état des sols du site. Le diagnostic repose sur 14 échantillons de sol pour lesquels les paramètres suivants ont été recherchés jusqu'à 4 m de profondeur : BTEX, HAP, HCT, 8 métaux lourds, COHV et PCB.

Le diagnostic conclut :

- à l'absence d'arsenic et de chrome ;
- à l'absence de contamination en BTEX, PCB et en COHV ;
- à une contamination en métaux (cadmium, cuivre, nickel, plomb, zinc et mercure) sur site ;
- à une pollution au plomb au point S4 (138mg/kg) ;
- à une faible contamination en hydrocarbures totaux au point de sondage S14 (cabine de peinture) ;
- à une faible contamination en hydrocarbures aromatiques polycycliques, en particulier à l'arrière du site et au niveau d'un des bassins de rétention d'eaux pluviales.

Un plan des sondages et des contaminants retrouvés est présenté en annexe 3.

Le site est classé SIS (secteur d'information sur les sols) par arrêté préfectoral du 22 mars 2019. L'instauration d'un SIS sur le site garantit la prise en compte pour les aménagements futurs de l'existence de ces contaminations. À noter que, depuis 2013, la communauté de communes du canton d'Attichy souhaite acquérir cette friche pour créer une réserve foncière.

ces contaminations. À noter que, depuis 2013, la communauté de communes du canton d'Attichy souhaite acquérir cette friche pour créer une réserve foncière.

V. Conclusion et suites (administratives et pénales)

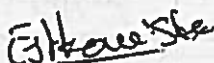
En l'état actuel de nos connaissances et considérant les faits exposés précédemment, l'Inspection propose à Monsieur le Préfet de l'Oise, de solliciter, pour la partie « gestion des déchets dangereux issus des activités SMTF présents sur le site », une visite conjointe du site avec l'ADEME. Vous trouverez en annexe 4 copie du courrier envoyé en ce sens.

Pour les déchets non issus des activités de la société SMTF, l'Inspection propose de rappeler aux élus, qu'en leur qualité de Maire disposant du pouvoir de police spéciale en matière de déchets, ils peuvent enjoindre les responsables de l'abandon de ces déchets, à procéder à leur enlèvement et à leur traitement dans des filières dûment autorisées (art. L. 541-3 du code de l'environnement).

Enfin, considérant les problèmes d'intrusion et de sécurité du site, il est également conseillé aux maires de rappeler au propriétaire, les dispositions de l'article 1242 du code civil relatif à la responsabilité au titre des dommages que les biens peuvent engendrer sur des tiers. Vous trouverez en annexe 5 copie du courrier envoyé en ce sens.

Rédacteur

L'inspecteur de l'environnement, spécialité Installations classées



Nathalie ESTKOWSKI-CHAZOTTES

Transmis à M. le chef du service Risques pour approbation
L'adjointe au Chef de l'Unité Départementale de l'Oise


Christelle TILLIER

Validateur



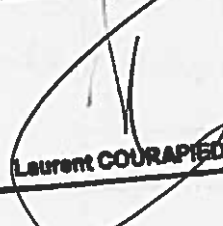
Audrey DEBRAS

Approbateur

Transmis à M. le préfet de l'Oise
Pour le directeur et par délégation,

22 MAI 2019

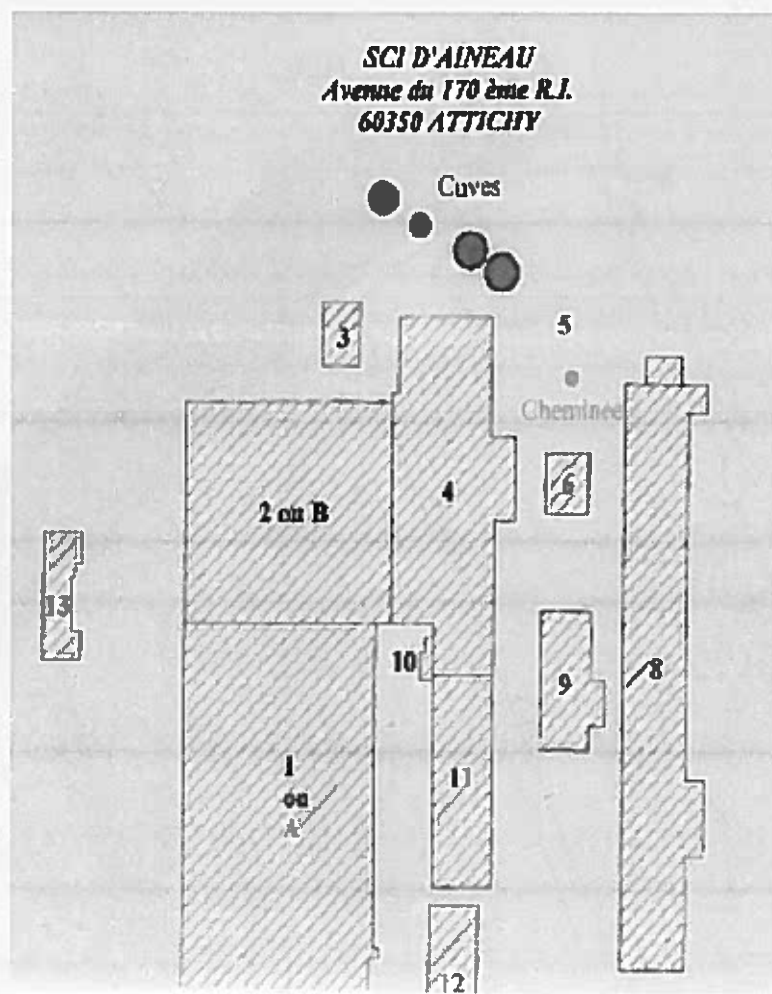
Pour le chef du service Risques
le chef du Pôle Risques Chroniques


Laurent COURAPED

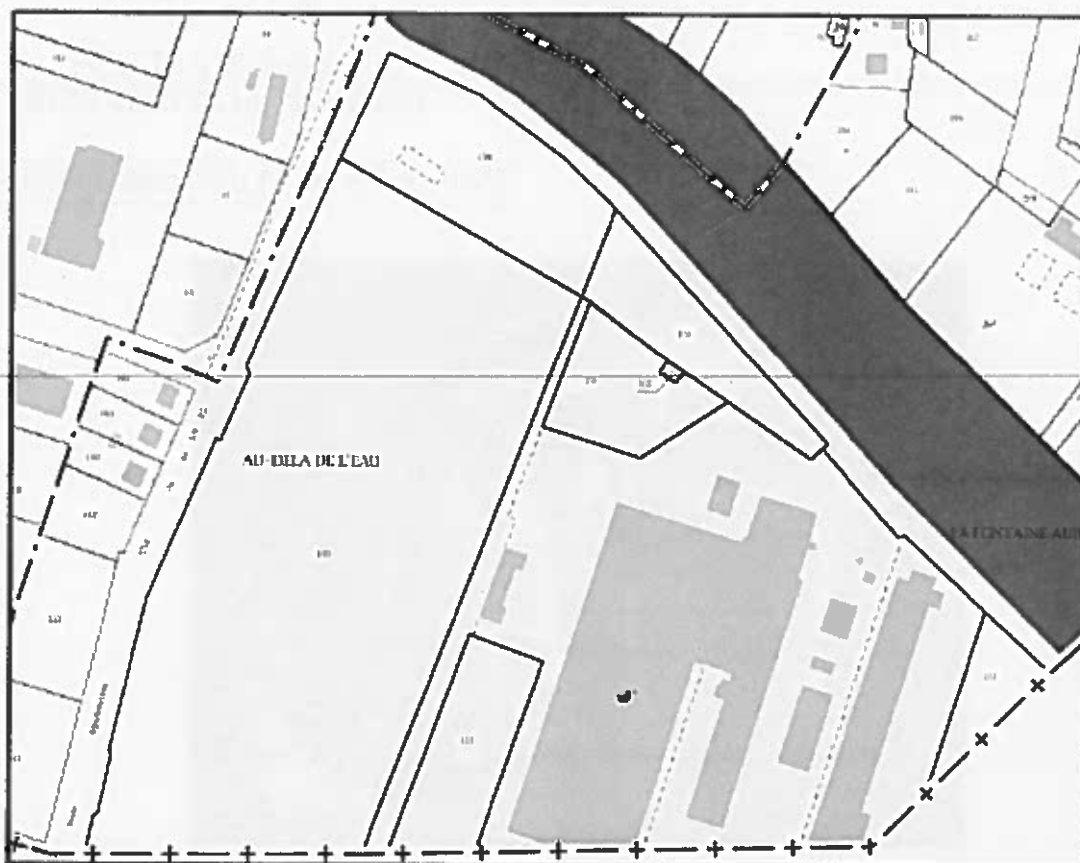
ANNEXE 1

Site sensible d'ATTICHY
Inspection du 22 mars 2019

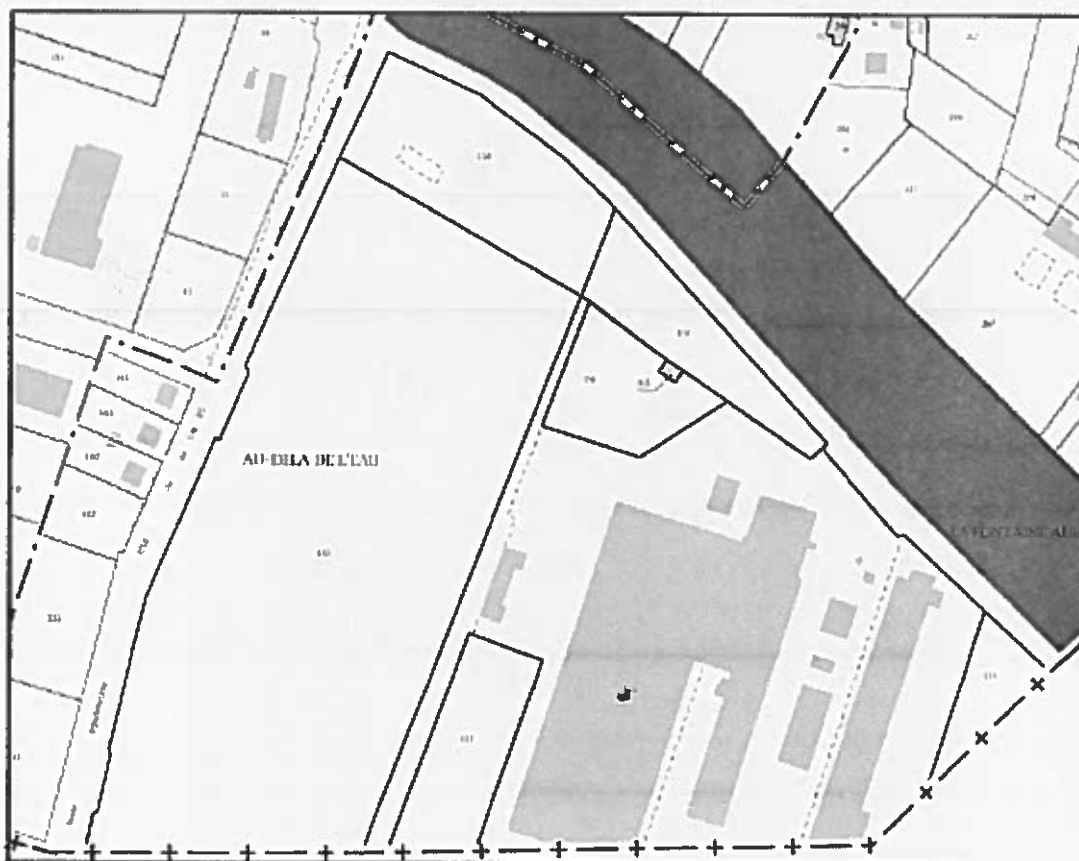
Plan de masse et plan cadastral du site



Commune d'Attichy



Commune de Jaulzy



ANNEXE 2

Site sensible d'ATTICHY
Inspection du 22 mars 2019

Image satellite

Anciennes lagunes
Ancienne zone de brûlage
Zone incendiée en
mars 2019
Cuves de mélasse

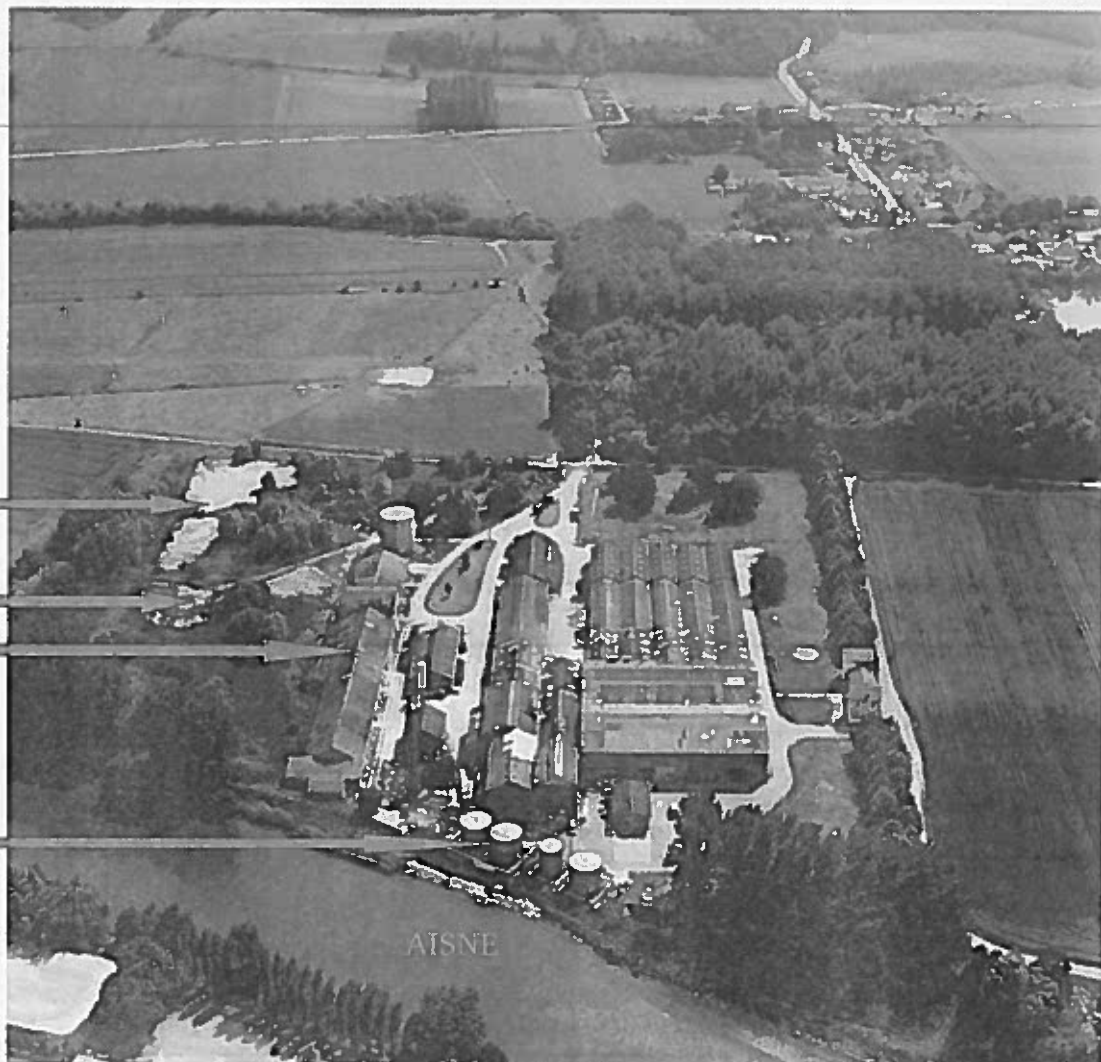


EXHIBIT A

THE UNIVERSITY OF MICHIGAN
LIBRARY

1964-1965



ANNEXE 3

Site sensible d'ATTICHY
Inspection du 22 mars 2019

Copie de la lettre de suite envoyée à
l'ADEME

EXHIBIT 2

THE UNIVERSITY OF TEXAS
AT AUSTIN

INSTITUTIONAL RESEARCH
AND EVALUATION



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'OISE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Hauts-de-France

Service Risques
Pôle Risques Chroniques
Unité Sites et Sols Pollués

Affaire suivie par :
Audrey DEBRAS
Tél : 03 22 82 92 57

Courriel : audrey.debras@developpement-durable.gouv.fr

Réf : AD/IC-LT/2019.

N:\VCPE\ATTICHY\2019_site sensible\Rapport
final\20190516 lettre demande visite ADEME V2.odt

À

ADEME
Direction Régionale Hauts de France
200 Rue Marceline
59508 DOUAI

Copie à :
Maître HAZANE
24, rue Notre-Dame de Bon Secours
60200 Compiègne

Mairie d'ATTICHY
Place de la Mairie
60350 ATTICHY

Mairie de JAULZY
Rue de la Mairie
60350 Jaulzy.

Amiens, le

22 MAI 2019

Objet :

- Friche industrielle d'Attichy
- Visite préliminaire en vue d'une intervention éventuelle de l'ADEME

Monsieur le Directeur Régional,

Une friche industrielle d'environ 1,5 ha se situe sur les territoires des communes d'Attichy et de Jaulzy (60). Le 22 mars 2019, suite à un incendie, l'inspection des installations classées s'est rendue sur place et a constaté la présence de multiples déchets abandonnés sur l'ensemble du site. Certains déchets sont non dangereux (cartons, plastiques, etc.), d'autres dangereux (fûts de xylène, bouteilles de gaz, peintures, etc) et d'autres encore non identifiés.

Ce site a hébergé différentes entreprises de 1922 à 2017. Des activités soumises à la réglementation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (société SMTF) mais aussi des activités non ICPE y ont été exercées.

En ce qui concerne la société SMTF, celle-ci a fait l'objet d'une liquidation qui a été clôturée en 2013 et aucune cessation d'activités n'a été notifiée à Monsieur le Préfet. Il semble que des déchets dangereux issus des activités de la SMTF aient été abandonnés. Considérant que la négligence à l'égard de l'abandon de déchets du propriétaire du site ne peut être clairement établie, je souhaiterais qu'une visite du site puisse être effectuée en présence d'un chargé d'affaire de l'ADEME spécialisé en sites et sols pollués. Cette visite pourrait être conduite au cours du second semestre 2019.

Dans l'attente de votre réponse, je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur Régional, l'expression de ma considération distinguée.

P/Le Directeur et par délégation

Pour le chef du service Risques
le chef du Pôle Risques Chroniques

Laurent COURAPIED

2105 1AM 5 5

ANNEXE 4

Site sensible d'ATTICHY
Inspection du 22 mars 2019

Copie de la lettre de suite envoyée aux
maires des communes d'Attichy et de
Jaulzy

* EXERCISES

1. Let $f: \mathbb{R} \rightarrow \mathbb{R}$ be a function. Define $f^*: \mathbb{R} \rightarrow \mathbb{R}$ by $f^*(x) = f(x) + f(-x)$. Show that f^* is an even function.

2. Let $f: \mathbb{R} \rightarrow \mathbb{R}$ be a function. Define $f^*: \mathbb{R} \rightarrow \mathbb{R}$ by $f^*(x) = f(x) - f(-x)$. Show that f^* is an odd function.



PRÉFET DE L'OISE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Hauts-de-France

Unité Départementale de l'Oise
283 rue de Clermont - ZA la Vatine
60000 BEAUVAIS

Équipe 3

Affaire suivie par : Nathalie ESTKOWSKI-CHAZOTTES
nathalie.estkowski-chazottes@developpement-durable.gouv.fr
Tél : 03 44 10 54 05 - Fax : 03 44 10 54 01

Réf/ IC/0237/19-NEC

A

Mairie d'ATTICHY
Place de la Mairie
60350 ATTICHY

Mairie de JAULZY
Rue de la Mairie
60350 JAULZY

Beauvais, le 2 mai 2019.

Objet : Friche industrielle d'Attichy et de Jaulzy - site « Rousselot »

Monsieur le Maire,

Une friche industrielle d'environ 1,5 ha se situe sur le territoire de votre commune.

Le 22 mars 2019, suite à un incendie, l'inspection des installations classées s'est rendue sur place et a constaté la présence de multiples déchets abandonnés sur l'ensemble du site. Certains déchets sont non dangereux (cartons, plastiques, etc.), d'autres dangereux (fûts de xylène, bouteilles de gaz, peintures, etc) et d'autres encore non identifiés.

Ce site a hébergé différentes entreprises de 1922 à 2017. Des activités soumises à la réglementation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (société SMTF) mais aussi des activités non ICPE y ont été exercées.

L'élimination des déchets, qui peuvent être reliés au fonctionnement ou à la cessation d'activité d'une installation classée qui a fonctionné sur le site, peut être prescrite par le préfet au dernier exploitant de l'installation classée dans le cadre de la police de ces installations. Il se trouve que la clôture de la liquidation de la société SMTF et sa radiation du registre du commerce et des sociétés ne permet plus d'engager d'actions en ce sens.

En qualité de Maire disposant du pouvoir de police spéciale en matière de déchets, je vous suggère d'enjoindre les sociétés ayant exercées des activités non ICPE sur ce site, et clairement identifiées comme responsables de l'abandon de déchets, à procéder à leur enlèvement et à leur traitement dans des filières dûment autorisées (art. L. 541-3 du code de l'environnement).

Par ailleurs, considérant les problèmes d'intrusion et de sécurité du site, vous pouvez utilement rappeler au propriétaire les dispositions de l'article 1242 du code civil, article relatif à la responsabilité au titre des dommages que les biens peuvent engendrer sur des tiers.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de ma considération distinguée.

P/Le Directeur et par délégation
L'adjointe au Chef de l'Unité Départementale de l'Oise

Christelle TILLIER



THE
OFFICE OF THE
ATTORNEY GENERAL
STATE OF NEW YORK

IN SENATE,
January 12, 1911.
REPORT
OF THE
ATTORNEY GENERAL
FOR THE YEAR 1910.

ALBANY:
J. B. LIPPINCOTT & CO.,
PRINTERS,
1911.

REPORT
OF THE
ATTORNEY GENERAL
FOR THE YEAR 1910.

THE
OFFICE OF THE
ATTORNEY GENERAL
STATE OF NEW YORK
ALBANY, N. Y.,
JANUARY 12, 1911.

REPORT
OF THE
ATTORNEY GENERAL
FOR THE YEAR 1910.

ANNEXE 5

Site sensible d'ATTICHY
Inspection du 22 mars 2019

Planche photographique

Planche photographique

Bâtiment incendié



Bâtiment incendié en fond de parcelle





structure fragilisée

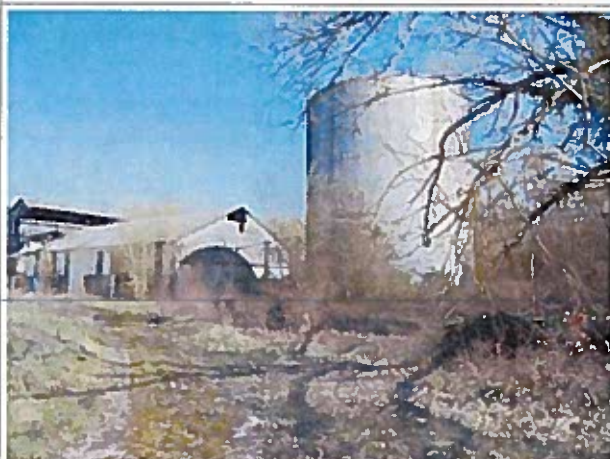


bonbonnes



étiquettes non lisibles

Vue de l'ensemble du site



cuve à proximité de l'entrée



Divers bâtiments



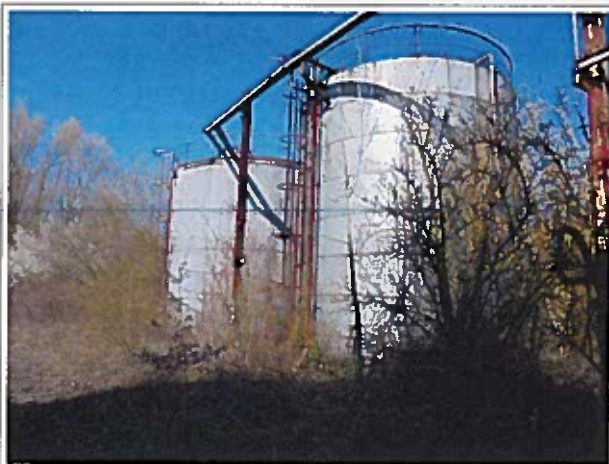
Divers bâtiments



Divers bâtiments



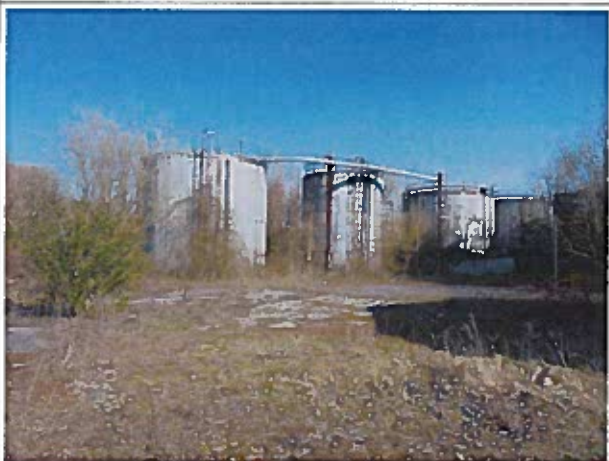
racks



cuves en fond de parcelle, proches
de l'Aisne



État dégradé de la cuve



Cuves en fond de parcelle



Bâtiment à l'arrière



Maison et portail d'accès ouvert



Vue des bâtiments



Sous le branchage : citerne présente



Sous le branchage : citerne présente

Déchets présents sur le site



Fûts, extincteurs, bidons ...



Fûts, extincteurs, bidons ...



palettes



Fûts, pots, palettes



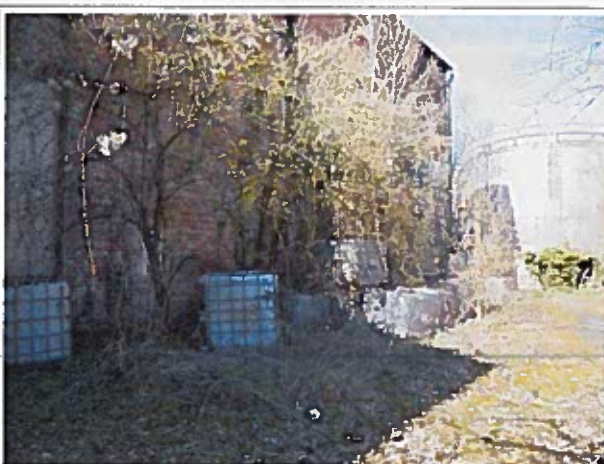
Bidons, citerne, fûts



Fûts



Branchage recouvrant des déchets



citernes



Branchage recouvrant des déchets



citerne



Cuve remplie, ouverte



Cuve enterrée remplie, ouverte



Flacon



Cartons de flacons



Bidons de pastilles d'eau de javel



Bidon de pastilles d'eau de javel



Bidons de pastilles d'eau de javel



Fûts remplis de déchets : néons



Néons cassés



Déchets divers



bonbonne



Pot de ...



Rouleau de laine de verre



extincteurs



Pots de « turbo oil »



Divers déchets



DEEE



Fut, bidons et bouteille d'acétylène



Divers déchets



Bonbonnes



Bonbonnes



Divers déchets



Machine



Divers déchets



Machine



Pneumatiques



Divers déchets



bidons

clôture



Clôture endommagée



Clôture endommagée



Clôture endommagée



Site sous surveillance



Entrée du site : portail ouvert